

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROFLOAT

ZI

312 rue des Balmes
38150 Salaise-sur-Sanne

Références : 2024-Is028T2
Code AIOT : 0006103189

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2024 dans l'établissement EUROFLOAT implanté ZI 312 rue des Balmes 38150 Salaise-sur-Sanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROFLOAT
- ZI 312 rue des Balmes 38150 Salaise-sur-Sanne
- Code AIOT : 0006103189
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine Eurofloat est spécialisée dans la fabrication du verre plat pour le bâtiment. Elle est autorisée à produire 680 tonnes de verre par jour, en 2023 l'activité quotidienne se situait un peu en dessous de 630 tonnes par jour. Elle comporte 200 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 150 millions

d'euros en 2022. Le four de fusion a été reconstruit en 2016. Le site relève de la directive IED pour la rubrique n°3330.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 4.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 4.3.3	Demande d'action corrective	6 mois
5	VLE Rejets aqueux	AP Complémentaire du 22/01/2016, article 3	Demande d'action corrective	6 mois
6	Indisponibilités des unités de traitement	Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 2.5.2	Demande d'action corrective	0 mois
8	Formation légionellose	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suites inspection Air 2023	Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 3.2.3	Sans objet
2	Suites inspection Air 2023	Arrêté Préfectoral du 30/08/2017, article 1	Sans objet
7	Prévention légionellose surveillance	Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 8.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de vérifier le respect de prescriptions portant sur diverses thématiques. La thématique des rejets dans l'air a été abordée dans la mesure où des actions étaient attendues de la part de l'exploitant à l'issue de la visite d'inspection ayant eu lieu spécifiquement sur ce sujet en 2023. La non-conformité la plus marquante porte sur un défaut de modalité de surveillance des rejets aqueux du site, elle n'engendre pas de risque supplémentaire mais en l'état actuel il est difficile de vérifier la conformité des rejets aqueux de l'installation aux valeurs limites applicables. Les modalités de surveillance de la légionelle dans l'installation ne sont plus adaptées et peuvent être révisées compte tenu du fait que l'arrêté ministériel de prescriptions générales n'impose plus de mesures compensatoires si l'exploitant ne peut pas arrêter ses TAR pour leur entretien. Les unités de traitement de fumées du site ont dépassé la durée maximale d'indisponibilité en 2023, des actions avaient déjà été planifiées fin 2023 afin que cette dernière ne soit pas dépassée en 2024 et elles se poursuivront.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 3.2.3																																			
Thème(s) : Autre, Suite, points de rejets																																			
Prescription contrôlée : <p align="center">ARTICLE 3.2.3. CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>N° de conduit</th> <th>Hauteur en m</th> <th>Diamètre en m</th> <th>Débit nominal en Nm³/h</th> <th>Vitesse mini d'éjection en m/s</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td> <td>80</td> <td>2,8</td> <td>65000</td> <td>8</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>10</td> <td>1</td> <td>30000</td> <td>8</td> </tr> <tr> <td>3</td> <td>10</td> <td>1</td> <td>25000</td> <td>8</td> </tr> <tr> <td>4</td> <td>10</td> <td>1</td> <td>25000</td> <td>8</td> </tr> <tr> <td>5</td> <td>6</td> <td></td> <td></td> <td>5</td> </tr> <tr> <td>6</td> <td>9</td> <td></td> <td></td> <td>5</td> </tr> </tbody> </table> <p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p>	N° de conduit	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s	1	80	2,8	65000	8	2	10	1	30000	8	3	10	1	25000	8	4	10	1	25000	8	5	6			5	6	9			5
N° de conduit	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s																															
1	80	2,8	65000	8																															
2	10	1	30000	8																															
3	10	1	25000	8																															
4	10	1	25000	8																															
5	6			5																															
6	9			5																															
Constats : <p>Lors de la visite d'inspection du 05/06/2023, il avait été constaté que la vitesse d'éjection des chaudières « composition » et « feuilleté » était inférieure à 5 m/s, ce qui constituait une non-conformité à l'article 3,2,3 de l'AP d'autorisation de l'installation. Il avait été demandé à l'exploitant de respecter cette prescription, et dans sa lettre de suite au rapport d'inspection de la visite du 05/06/2023, l'exploitant indiquait « Les chaudières ont un cycle de fonctionnement irrégulier, elles ne sont pas à plein régime de façon permanente. L'analyse a mis en évidence la nécessité de réaliser des mesures en fonctionnement stabilisé. Le normatif impose des vitesses minimums d'éjection à marche continue maximale. Elles sont planifiées en janvier 2024 afin de vérifier l'obtention de ces vitesses. »</p> <p>Les mesures des vitesses d'éjections n'ont pas encore été réalisées mais sont planifiées le 28 mars 2024. Le report s'explique par le souhait de l'exploitant d'associer la mesure des vitesses d'éjections des chaudières qui est annuelle avec la visite du prestataire de maintenance des chaudières.</p>																																			
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Dans le cas où les mesures qui seront réalisées en 2024 pointeront une nouvelle non conformité des vitesses d'éjection des fumées pour les chaudières « feuilleté » et « composition », l'exploitant fournira à l'inspection des installations classées, des éléments d'analyse de la situation de non-conformité et une description des actions envisagées pour se mettre en conformité.</p>																																			
Type de suites proposées : Sans suite																																			

N° 2 : Suites inspection Air 2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2017, article 1																																																		
Thème(s) : Risques chroniques, Suite, surveillance des rejets																																																		
Prescription contrôlée : Les concentrations et flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs mentionnées dans le tableau ci-dessous. Les mesures comparatives doivent être réalisées selon les périodicités mentionnées dans ce même tableau. Le débit est corrigé d'une concentration de référence en oxygène de 3 %, pour les conduits 5 et 6. La référence en oxygène n'est pas corrigée pour les conduits 2, 3 et 4. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps (g/h).																																																		
<table border="1"><thead><tr><th colspan="2">Paramètres</th><th>Concentration limite en mg/Nm³</th><th>Flux en g/h</th><th>Mesures comparatives</th></tr></thead><tbody><tr><td>Dépoussiéreur 1 composite Conduit 2</td><td>Poussières</td><td>40</td><td>1200</td><td>Annuelle mesurée</td></tr><tr><td>Dépoussiéreur 2 calcin Conduit 3</td><td>Poussières</td><td>40</td><td>750</td><td>Annuelle mesurée</td></tr><tr><td>Dépoussiéreur 3 calcin Conduit 4</td><td>Poussières</td><td>40</td><td>750</td><td>Annuelle mesurée</td></tr><tr><td rowspan="3">Installation de combustion Conduit 5</td><td>Poussières</td><td>5</td><td>/</td><td>Annuelle mesurée</td></tr><tr><td>NOx</td><td>150</td><td>/</td><td>Annuelle mesurée</td></tr><tr><td>SO2</td><td>35</td><td>/</td><td>Annuelle mesurée</td></tr><tr><td rowspan="3">Groupes électrogènes Conduit 6</td><td>Poussières</td><td>75</td><td>/</td><td>Annuelle mesurée</td></tr><tr><td>NOx</td><td>1500</td><td>/</td><td>Annuelle mesurée</td></tr><tr><td>SO2</td><td>160</td><td>/</td><td>Annuelle mesurée</td></tr></tbody></table>					Paramètres		Concentration limite en mg/Nm ³	Flux en g/h	Mesures comparatives	Dépoussiéreur 1 composite Conduit 2	Poussières	40	1200	Annuelle mesurée	Dépoussiéreur 2 calcin Conduit 3	Poussières	40	750	Annuelle mesurée	Dépoussiéreur 3 calcin Conduit 4	Poussières	40	750	Annuelle mesurée	Installation de combustion Conduit 5	Poussières	5	/	Annuelle mesurée	NOx	150	/	Annuelle mesurée	SO2	35	/	Annuelle mesurée	Groupes électrogènes Conduit 6	Poussières	75	/	Annuelle mesurée	NOx	1500	/	Annuelle mesurée	SO2	160	/	Annuelle mesurée
Paramètres		Concentration limite en mg/Nm ³	Flux en g/h	Mesures comparatives																																														
Dépoussiéreur 1 composite Conduit 2	Poussières	40	1200	Annuelle mesurée																																														
Dépoussiéreur 2 calcin Conduit 3	Poussières	40	750	Annuelle mesurée																																														
Dépoussiéreur 3 calcin Conduit 4	Poussières	40	750	Annuelle mesurée																																														
Installation de combustion Conduit 5	Poussières	5	/	Annuelle mesurée																																														
	NOx	150	/	Annuelle mesurée																																														
	SO2	35	/	Annuelle mesurée																																														
Groupes électrogènes Conduit 6	Poussières	75	/	Annuelle mesurée																																														
	NOx	1500	/	Annuelle mesurée																																														
	SO2	160	/	Annuelle mesurée																																														
Les résultats de l'ensemble des mesures sont transmis au minimum annuellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires écrits sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.																																																		
Constats : Lors de la visite d'inspection du 05/06/2023, il avait été constaté des dépassements des valeurs limites d'émission pour le paramètre NOx, pour les chaudières « float » et « feuilleté » (chaudière également concernée par une non conformité de la vitesse minimale d'éjection des gaz, voir la fiche de constat n°1). L'inspection avait demandé à l'exploitant de respecter ces valeurs limites (demande d'action corrective n°4) et de préciser à l'inspection les actions menées dans ce cadre. L'exploitant a présenté les actions menées en réaction à la demande d'action corrective de l'inspection, mais comme pour les mesures sur les vitesses d'éjection des chaudières, l'exploitant a reporté les mesures à réaliser sur la concentration en NOx afin qu'elles soient réalisées simultanément avec les mesures qui seront réalisées sur la vitesse d'éjection des gaz.																																																		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans le cas où les mesures qui seront réalisées en 2024 pointeront une nouvelle non conformité																																																		

des vitesses d'éjection des fumées pour les chaudières « feuilleté » et « composition », l'exploitant fournira à l'inspection des installations classées, des éléments d'analyse de la situation de non-conformité et une description des actions envisagées pour se mettre en conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnection, Implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou aumilieu).

Constats :

L'exploitant a présenté un plan de l'installation à l'inspection des installations classées, présentant quelques informations sur les réseaux (emplacement des regards par exemple) mais pas l'ensemble de ces informations (absence des deux puits de forages par exemple) et la légende ne permettait pas de distinguer les réseaux indépendants (eau potable ou réseau incendie par exemple).

L'exploitant a présenté à l'inspection un schéma de principe des différents postes de consommation en eau de son installation. Il a notamment été indiqué à l'inspection que des compteurs étaient en place sur les différents postes de consommation, le relevé des compteurs se fait manuellement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de se mettre en conformité avec l'article 4.2.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation, en élaborant un plan des réseaux exhaustif permettant notamment de distinguer les différents réseaux de l'établissement (réseau incendie, eau potable, eaux de process etc.) dans lesquels circulent les différents effluents du site mentionnés à l'article 4.3.1 de l'arrêt préfectoral (eaux pluviales non susceptibles d'être polluées, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de procédé, etc...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Article 4.3.3.1, Conception Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à : - réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, - ne pas gêner la navigation (le cas échéant), Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent. Article 4,3,3,2, Aménagement Aménagement du point de prélèvement Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). Ce point est aménagé de manière être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur. Article 4,3,3,3, Section de mesure Ce point est implanté dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.
Constats : L'inspection des installations classées a contrôlé l'unique point de rejet de l'établissement, dans lequel finit l'ensemble des rejets aqueux et notamment les eaux de pluies et les eaux de process. Le point de rejet prend la forme d'une canalisation souterraine sur lequel débouche un regard muni d'une échelle, l'écoulement paraissait stable et le contrôle visuel n'a pas permis de détecter d'anomalies.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection rappelle que les différents effluents de l'installation doivent être gérés séparément, conformément à l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale dont l'article 14 stipule :

Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales (et les eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées (eaux usées, effluents industriels...). Le plan des réseaux de collecte des effluents prévu à l'article 5 doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Dans l'immédiat et dans le cadre de la surveillance de ses rejets, l'exploitant suivra les précipitations afin d'être en mesure d'évaluer la proportion d'eau pluviale présente dans son rejet. Parallèlement, l'exploitant déplacera son point de mesure afin que les mesures obtenues soient représentatives de ses rejets industriels. Pour rappel, les eaux pluviales rejetées sont elles aussi soumises à une valeur limite en concentration définie à l'article 4.3.9 de l'arrêté d'autorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : VLE Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/01/2016, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, VLE Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les prescriptions du présent article sont applicables à compter de la mise en exploitation du nouveau four de fusion courant 2016.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le canal de dérivation du Rhône, les valeurs limites en concentration et flux définies dans le tableau ci-dessous. L'auto-surveillance et les mesures comparatives doivent être réalisées selon les périodicités définies dans ce même tableau.

Débit de référence	Maximal journalier : 400 m ³ Moyenne mensuelle débit journalier : 150 m ³ /j	Auto-surveillance	Journalière
Paramètres	Concentration moyenne journalière en mg/l	Flux maximal journalier en kg/j	Mesures comparatives
Débit			Annuelle
MEST	25	8	
DBO5	20	7	
DCO	125	40	
Azote Kjeldhal	10	3	
Azote total	20	7	
Phosphore	5	1,6	
Indice phénol	0,3	0,096	
Arsenic et composés	0,3	0,07	
Chrome hexavalent et composés	0,1	0,03	
Plomb et composés	0,3	0,096	
Cadmium et composés	0,05	0,0016	
Cuivre et composés	0,3	0,096	
Chrome et composés	0,3	0,096	
Mercure et composés	0,05	0,0016	
Nickel et composés	0,5	0,016	
Zinc et composés	0,5	0,016	
Étain et composés	0,5	0,016	
Fer, aluminium et composés	5	1,6	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1	0,32	
Hydrocarbures totaux	5	1,6	
Fluor et composés	6	1,9	
Antimoine et composés	0,3	0,096	
Baryum	3	1	
Acide borique	3	1	
Sulfates	1000	320	
Ammoniaque	10	3,2	

Les résultats de l'ensemble des mesures sont transmis au minimum annuellement à l'inspection des installations classées (via le logiciel GIDAF), accompagnés de commentaires écrits sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté ses mesures de surveillance, le rejet fait l'objet d'une mesure du débit, du PH et de la température toutes les 10 minutes. Ces données sont compilées dans des tableurs mensuels.</p> <p>Les données compilées du mois de mars 2023 présentent de manière quotidienne la moyenne, le maximum et le minimum du PH, du débit et de la température moyenne. Le PH quotidien maximal mesuré en mars est ainsi de 8,5 mais plusieurs maximums quotidiens dépassent le seuil de 8,5. Le volume total des rejets est de 91 718,4 m³ ce mois-ci.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Voir la demande d'action corrective du constat n°4, le respect des valeurs limites applicables aux rejets industriels peut difficilement être vérifié en l'état. Les concentrations des paramètres chimiques mesurées ne sont pas représentatives les jours de pluie mais aussi les paramètres physiques (la valeur limite de débit est applicable au rejet industriel).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Indisponibilités des unités de traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 2.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilités des unités de traitement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les unités de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant si besoin les fabrications concernées.</p> <p>La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an.</p> <p>Ces dépassements de valeurs limites devront faire l'objet de déclarations prévues à l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. L'exploitant réalise une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité.</p> <p>La mairie de Salaise-sur-Sanne sera immédiatement informée de ces indisponibilités.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant avait informé l'inspection des installations classées par courrier électronique des indisponibilités des unités de traitement en 2023 (289 heures d'indisponibilité en 2023), un travail d'analyse avait été annoncé à l'inspection sur cette thématique de dépassement.</p>

<p>L'indisponibilité des unités de traitement s'explique par plusieurs évènements, des opérations de maintenance, dont une qui a systématiquement lieu tous les ans et dure 140 heures (intervention sur un électrofiltre), des épisodes météorologiques ou encore des ruptures d'approvisionnement (problème d'approvisionnement en ammoniac responsable d'une interruption de 50 heures).</p> <p>L'exploitant a présenté le résultat de son travail d'analyse et son plan d'actions à l'inspection, plusieurs d'entre elles visent à sécuriser l'approvisionnement en ammoniac (identifier un second fournisseur, améliorer le suivi des matières premières, mise en place d'une formation sur le dépotage de l'ammoniac).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de poursuivre les actions déjà engagées pour rester sous le seuil des 250 heures de durée d'indisponibilité des unités de traitement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 0 mois</p>

N° 7 : Prévention légionellose surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention légionellose surveillance
Prescription contrôlée :

CHAPITRE 8.1 PRÉVENTION DE LA LÉGIONNELLOSE

Les installations de refroidissement par Tour Aéro-Réfrigérantes (TAR) sont aménagées et exploitées suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 2921, à l'exception de l'article 6.3 de cet arrêté ministériel pour lequel une dérogation est accordée, en application de l'article 7 de ce même arrêté.

En particulier les prescriptions particulières suivantes sont applicables :

- maintenir un suivi permettant une absence de détection de légionelles dans les analyses.
- En cas de détection de légionelles ou de présence anormale de flore interférente : désinfection de l'installation par un traitement choc au moyen de biocide de synthèse spécifique et analyse des causes et plan d'actions.
- Traitement choc par bactéricide 1 fois par mois (injection automatique de 100 kg)
- Pose de filets coupe vent autour des bassins et des TAR
- Filtration à 25 microns de 12% du débit en circulation
- Suivi en interne des indicateurs suivants (indicateurs et périodicité) :
 - o Indicateurs physico-chimiques :
 - TH en continu pour l'eau d'appoint
 - chlore libre (5 fois par semaine)
 - Chlorures, conductivité, pH (1 fois par semaine) (le pH est en régulation automatique)
 - o Indicateurs microbiologiques :
 - Bactéries totales, moisissures et levures sur lamelles gélosées (tous les 14 jours)
 - Analyse cofrac de recherche de légionelles (tous les 14 jours)
- Suivi en externe (traiture d'eau) des indicateurs suivants (indicateurs et périodicité):
 - o Indicateurs physico-chimiques :
 - PH, TH, TAC, Chlorures, Chlore libre, Conductivité, RC (tous les 14 jours)
 - Vitesse de corrosion acier doux, inox et cuivre (2 à 3 fois par an)
 - o Indicateurs microbiologiques :
 - Contrôle de développement de biofilm sur biodétecteur (tous les 14 jours)
 - Comptage flore totale en laboratoire (1 fois/mois)
- Si les résultats des analyses montrent un résultat supérieur à 1000 unités formant colonies par litre d'eau pour les *legionella* specie sur deux analyses effectuées sur une période glissante de 6 mois, les mesures compensatoires seront soumises à l'avis d'un tiers expert dans ce domaine.

Constats :

L'installation est équipée de trois systèmes de refroidissement, dont le circuit « Float » qui est soumis à enregistrement (rubrique ICPE 2921.1.a) et qui est équipé de 5 tours aéroréfrigérantes (TAR) et d'une puissance totale de 5 815 kW (4 tours fonctionnent simultanément).

Les deux autres circuits, associés aux lignes « coater » et « feuilleté », sont soumis à déclaration, le circuit « coater » est associé à 5 TAR tandis que la ligne « feuilleté » est associé à une seule tour.

L'exploitant a présenté un bilan des résultats de la surveillance de ces trois circuits en 2023, si aucun dépassement n'a été détecté en 2023, les modalités de surveillance ne correspondent pas à celles prescrites par l'arrêté préfectoral.

La recherche de légionelle se fait tous les mois sur les circuits soumis à déclaration et deux fois par mois pour le circuit soumis à autorisation. L'exploitant ne réalise pas le suivi « bactéries totales ».

Il est à noter que l'exploitant avait indiqué à l'inspection des installations classées, dans son courrier du 22 décembre 2023, que l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement n'impose plus un arrêt annuel pour vidange/nettoyage/désinfection mais un

<p>nettoyage chimique et/ou mécanique sans arrêt/vidange complète de l'installation. Or, les prescriptions de surveillance spécifiques visant les TAR de l'installation correspondent à des mesures qui venaient compenser l'impossibilité d'arrêter l'installation et ont été intégrées dans l'arrêté préfectoral du site. L'exploitant demandait dans son courrier à ce que ces prescriptions soient enlevées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection a noté que les prescriptions, auparavant compensatoires, sont désormais inadaptées. Un arrêté préfectoral complémentaire sera pris pour mettre à jour les prescriptions de surveillance des légionelles de l'établissement pour les mettre en cohérence avec les arrêtés généraux applicables aux TAR.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Formation légionellose

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Formation légionellose</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Surveillance de l'installation.</p> <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> — les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; — les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; — les dispositions du présent arrêté. <p>En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés.</p> <p>Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> — les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ; — la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ; — les attestations de formation de ces personnes. <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection les modalités de formation du personnel au sujet de la légionelle. La formation est dispensée par un organisme externe et se fait suivant deux niveaux. Le premier niveau de formation est une formation visant à sensibiliser l'ensemble du personnel au risque de légionelles. Le second niveau est réservé aux personnes intervenant sur les TAR. 16 personnes ont suivi cette formation mais 8 d'entre elles doivent renouveler cette formation en 2024, certaines ont déjà dépassé le délai maximal de cinq ans pour renouveler cette formation.

L'inspection a pu prendre connaissance du contenu du premier niveau de formation, il contient notamment des éléments de présentation de l'arrêté du 14 décembre 2013 susvisé. Le contenu du second ne lui a pas été présenté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de six mois, l'exploitant se mettra en conformité avec l'article 23 de l'arrêté du 14 décembre 2013 en faisant renouveler la formation légionelles au personnel du site intervenant sur les TAR.

L'exploitant veillera aussi à conserver le support de la formation de second niveau que l'inspection pourra contrôler ultérieurement.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 6 mois